

Michel Husson

Économiste, auteur notamment de *Misère du capital* (Syros 1996),
Les ajustements de l'emploi (Page 2, 1999), *Sommes-nous trop?* (Textuel, 1999),
Le grand bluff capitaliste (La Dispute, 2001)

Le fantasme
du marché mondial

« La base du mode de production capitaliste est constituée par le marché mondial lui-même » ¹. Cette citation n'a pas pour fonction de procurer un patronage auguste. Elle présente le double avantage de soulever d'emblée la question de savoir si la mondialisation est un phénomène réellement nouveau, et de faire le lien avec la notion de marché mondial, qui nous semble absolument centrale. La meilleure approche de la mondialisation est à nos yeux de l'analyser comme un pas en avant décisif vers la constitution du marché mondial. Ce sera en tout cas le fil directeur de cet article.

L'extension mondiale du marché

Le concept central dont il faut partir est ici celui de travail socialement nécessaire. Il renvoie au processus de validation des dépenses de travail qui conduit, à partir de l'échange et de la vente des marchandises, à décider après coup si les dépenses de travail étaient ou non en phase avec les normes qui se dégagent de ce processus permanent de comparaison. La concurrence qui s'établit entre capitaux privés ne trouve sa sanction qu'au moment de la réalisation de la valeur, et le lieu où est énoncé ce verdict est le marché. Ce dernier n'est donc pas seulement un lieu d'échanges, puisqu'il contribue à valider rétroactivement les normes de production. La mondialisation n'est rien d'autre que le processus qui permet de constituer le marché mondial, avec l'ensemble de ses attributs ainsi définis.

Pour mieux faire comprendre cette définition, on l'opposera à une représentation simplifiée de l'internationalisation du capital. Le modèle sans doute le plus abouti est celui de Boukharine², qui postule une superposition parfaite de la carte des États avec celle des capitaux. Chaque État soutient l'offensive de ses propres capitalistes pour conquérir les marchés et les territoires, et il y a même fusion, dans chaque pays, entre les capitaux et l'État. Cette guerre économique tend logiquement à se transformer en guerre tout court en raison

de cette homogénéité d'intérêts. Par ailleurs, l'impérialisme classique prend la forme d'un partage du monde entre puissances conquérantes, de la formation d'empires et certainement pas d'un « Empire ». Le substrat économique de ce modèle est la juxtaposition d'espaces de valorisation comportant chacun leurs propres normes de compétitivité, leur propre définition du travail socialement nécessaire. Il y a ponction de valeur et transfert, mais sans que cela implique la formation, même tendancielle, d'un prix mondial. Ce modèle reste à notre sens valable, en tout cas pour les pays dominés, jusqu'à la fin des années 80.

La mondialisation est-elle différente de l'internationalisation telle qu'elle vient d'être décrite ? Il existe un courant qui répond par la négative et cherche à montrer que rien n'est vraiment nouveau sous le soleil. L'économie mondiale serait dotée d'une vaste et longue respiration qui ferait simplement alterner des phases d'ouverture et de fermeture. Il est vrai que les vingt dernières années succèdent à une phase 1920-1970 où les échanges de marchandises et les mouvements de capitaux étaient moins intenses. Les tenants de cette thèse, parmi lesquels on peut citer Hirst et Thompson³ ou Bairoch⁴, élaborent des indicateurs mesurant l'ouverture des grands pays aux échanges ou l'internationalisation de la finance. Ils montrent ensuite que ces indicateurs atteignent des valeurs élevées, mais pas vraiment inédites si on prend comme référence la « Belle époque » (1890-1914) de l'impérialisme classique.

Ce repérage quantitatif passe à côté de toutes les transformations qualitatives qui s'incarnent, précisément, en une tendance à la constitution d'un marché mondial et à la formation de prix mondiaux. La libération des échanges et des mouvements de capitaux n'est pas tombée du ciel. Elle passe par une longue série de décisions ou de créations institutionnelles consistant à faire sauter tout ce qui servait d'écluse ou de sas entre des normes (de productivité, de salaires, etc.) très différenciées. Aujourd'hui, la question de savoir si un travail privé (au sens de capital individuel) va accéder à la dignité du travail reconnu comme socialement nécessaire, est tranchée sur la base d'une comparaison concernant potentiellement tous les producteurs à travers la planète. Cette tendance n'est pas directement proportionnelle à l'intensification des échanges, mais elle a plus à voir avec le mode d'organisation des grands groupes multinationaux qui contribue à rendre effective cette concurrence directe.

L'incomplétude du marché mondial

Cette tendance à la constitution d'un marché mondial existe manifestement, mais il convient de voir aussitôt sur quoi elle vient inmanquablement buter. Derrière le mouvement vers un marché mondial, il faut discerner une formida-

ble dénégaration qui consiste à oublier les différentiels de productivité entre les différentes zones de l'économie mondiale. Comme cette réalité est têtue, elle vient se rappeler de manière brutale sous la forme de ce que l'on a proposé d'appeler « effet d'éviction ». Le postulat fondamental de la mondialisation capitaliste – qui ne fonctionne évidemment pas – est que cette tendance à la formation d'un marché mondial devrait conduire à une convergence des performances productives. Le FMI écrit par exemple : « En permettant une plus grande division du travail (...) la mondialisation se traduit par une augmentation de la productivité et du niveau de vie (...) La concurrence internationale rehausse la qualité de la production et en accroît l'efficacité »⁵.

C'est l'un des grands arguments en faveur de l'ouverture au marché mondial qui permettrait de doper les performances, grâce à la concurrence ; et c'est la grande objection adressée aux modèles de développement autocentré dont le protectionnisme aurait eu pour effet de pérenniser les médiocres performances des économies périphériques. En réalité, l'homogénéisation des performances se fait par élimination des moins performants. L'un des traits majeurs de la logique du marché mondial est d'aligner la définition du travail socialement nécessaire sur les résultats des producteurs les plus performants, et à évincer les moins performants en refusant de reconnaître la nécessité sociale de ces producteurs potentiels. Où qu'on soit dans le monde, il faut se hisser à la hauteur des normes hyper-compétitives du Centre, faute de quoi on est condamné à disparaître. Le chômage et le sous-emploi représentent de ce point de vue un phénomène universel et identique dans sa logique structurelle, quel que soit le niveau de développement absolu d'une zone économique.

Cette négation de la réalité conduit ensuite à un véritable écartèlement de chaque formation sociale : une partie se branche sur le marché mondial, tandis que l'autre en est tenue à l'écart. Chaque pays, ou chaque région de l'économie mondiale, se trouve ainsi à l'intersection de deux espaces de valorisation : le marché mondial détermine les normes de référence des secteurs ouverts à la concurrence internationale, tandis que la valeur de la force de travail continue à être fixée principalement sur le marché intérieur. Cette double insertion pourrait être gérée sans contradiction si l'on pouvait instituer un dualisme parfait, sous la forme d'une totale dichotomie économique et sociale entre les « régions » du pays concerné. C'est bien parce que cette déconnexion partielle est impossible que ce mode de structuration de l'économie mondiale apparaît fondamentalement contradictoire. À l'éviction de certains producteurs répond alors un déni de production qui consiste à ne pas satisfaire une demande sociale qui serait solvable au regard de l'offre nationale et de son niveau moyen de productivité, mais qui ne parvient pas à s'aligner sur les normes édictées et transmises par le marché mondial.

Les reconversions de l'État-nation

Cette configuration exerce un effet ambigu sur les États. D'un côté, le dualisme ainsi institué tend à faire perdre à l'État une partie de sa substance : son autonomie en matière fiscale ou monétaire est considérablement réduite, et par suite sa capacité à mener des politiques sociales. On peut citer sur ce point l'analyse de l'ancien directeur du département des affaires fiscales du FMI, Vito Tanzi⁶. Selon lui, le « meilleur des mondes » (*brave new world*) sera caractérisé par une montée en puissance des « termites fiscales » qui grignotent les recettes fiscales de l'État : déplacements individuels, expatriations, commerce électronique, paradis fiscaux, nouveaux produits financiers, échanges internes aux multinationales, concurrence fiscale, monnaie électronique. Il y a certes des mesures envisageables. Tanzi cite même la taxe Tobin et propose la création d'une Organisation fiscale mondiale (*World Tax Organization*) ; mais cela ne pourra au mieux que limiter un peu la formidable pression exercée par la mondialisation sur les ressources fiscales des États.

Dans le même temps, la mondialisation aura également pour effet d'accroître un certain nombre de dépenses en matière d'éducation, de recherche, d'infrastructures et de « réformes structurelles ». Les dépenses sociales seraient alors prises en tenailles entre des ressources réduites et le besoin d'accroître certaines dépenses. Il faudrait alors revenir à la situation du début des années 60 où la dépense publique ne dépassait pas 30 % du PIB en moyenne. L'accroissement des dépenses sociales est en effet relativement récent et donc plus facilement réversible, dans l'esprit de Tanzi en tout cas, qui ajoute un autre argument : il n'est pas sûr que cette augmentation ait vraiment amélioré le bien-être, mieux en tout cas qu'une progression plus rapide du revenu individuel disponible.

Ces tendances sont porteuses d'une transformation radicale de la protection sociale. On peut ici parler de dé-socialisation et de dé-universalisation. La dé-socialisation est l'objectif clairement exprimé des politiques néo-libérales qui revendiquent un retour en arrière à une époque de moindre socialisation des dépenses sociales. Ici, on cherche à faire baisser le taux de prélèvements obligatoires, là on donnera des conseils pour réduire – sans faire trop de vagues – les effectifs de fonctionnaires⁷. La dé-universalisation consiste à renoncer à une conception de la protection sociale fondée sur la garantie universelle de droits sociaux, sous prétexte qu'elle serait, en dépit d'intentions louables, source d'inefficacité et d'injustice. La nouvelle conception repose entièrement sur une assistance ciblée vers les super-pauvres et fonctionnant sur un principe de minimisation des coûts que la mondialisation rend incontournable. Dans ces conditions l'État retrouve un rôle, certes difficile à tenir, de légitimation de ce nouveau modèle. La tâche étant à peu près impos-

sible, tous les glissements vers un mode de domination ouvertement répressif deviennent alors plausibles.

Ce qui manque au nouvel ordre économique mondial, c'est donc la mise en place d'écluses servant à assurer la communication entre ces zones à niveaux de productivité trop étagés pour pouvoir être directement confrontées au sein d'un marché mondial unifié. Faute d'oublier cette réalité topographique, le développement devient de plus en plus inégal et de moins en moins combiné. La loi de la valeur continue à fonctionner au niveau international, mais de manière tellement déséquilibrée qu'elle ne conduit pas à l'homogénéisation de l'économie mondiale, mais au contraire à son fractionnement accru.

Quel impérialisme aujourd'hui ?

Si cette tendance à la mondialisation est indéniable, elle est par nature loin d'être achevée, et c'est ce qu'oublie beaucoup d'analyses de l'économie mondiale. Nous adoptons ici la méthodologie d'Ernest Mandel⁸ consistant à examiner l'hypothèse de l'ultra-impérialisme en relation avec la formation d'un système de prix de production unifié. Pour lui, la péréquation des taux de profit ne peut se réaliser « que sur le marché national ». Pour que ce processus s'étende à l'échelle mondiale, il faudrait, non seulement une grande mobilité des capitaux, mais la formation d'une « économie capitaliste mondiale homogène ». Trois modèles étaient selon lui concevables pour l'économie mondiale : super-impérialisme, ultra-impérialisme, et concurrence inter-impérialiste.

Dans le modèle du super-impérialisme, « une grande puissance impérialiste unique détient une hégémonie telle que les autres États impérialistes perdent toute autonomie réelle à son égard et sont réduits au statut de puissances semi-coloniales mineures. À la longue, un tel processus ne peut reposer sur la seule domination *militaire* du super-impérialisme — concrètement, seul l'impérialisme U.S. serait à même de tenir un tel rôle. »

Dans le modèle de l'ultra-impérialisme, « l'interpénétration internationale des capitaux est avancée au point où les divergences d'intérêts décisives, de nature économique, entre propriétaires de capitaux de diverses nationalités, ont complètement disparu (...). Il n'y aurait plus, dans ce cas, qu'une concurrence entre super-firmes multinationales ; la concurrence inter-impérialiste aurait disparu, c'est-à-dire que la concurrence se serait finalement détachée de sa base étatique nationale. Même dans de telles conditions, l'État impérialiste ne dépérirait évidemment pas (...). Simplement, il ne s'agirait plus d'un État national impérialiste, mais d'un État mondial impérialiste supranational ».

Dans le modèle de la poursuite de la concurrence inter-impérialiste, « l'interpénétration internationale des capitaux est assez avancée pour qu'un nombre plus élevé de grandes puissances impérialistes indépendantes soit remplacé

par un plus petit nombre de superpuissances impérialistes, mais elle est si fortement entravée par le développement inégal du capital que la constitution d'une communauté d'intérêt du capital échoue. La fusion des capitaux l'emporte au niveau continental, et la concurrence impérialiste intercontinentale s'en trouve d'autant plus aiguë ».

La thèse selon laquelle la mondialisation actuelle est en train de réaliser le modèle de l'ultra-impérialisme est aujourd'hui assez répandue. Odile Castel fait explicitement référence à la définition de Mandel⁹; et c'est une conception analogue que l'on trouve dans l'ouvrage de Michael Hardt et Antonio Negri¹⁰, bien résumée par cette pétition de principe de Negri¹¹: « Dans l'actuelle phase impériale, il n'y a plus d'impérialisme – ou, quand il subsiste, c'est un phénomène de transition vers une circulation des valeurs et des pouvoirs à l'échelle de l'Empire. De même, il n'y a plus d'État-nation: lui échappent les trois caractéristiques substantielles de la souveraineté – militaire, politique, culturelle –, absorbées ou remplacées par les pouvoirs centraux de l'Empire. La subordination des anciens pays coloniaux aux États-nations impérialistes, de même que la hiérarchie impérialiste des continents et des nations disparaissent ou dépérissent ainsi: tout se réorganise en fonction du nouvel horizon unitaire de l'Empire. »

Les capitaux n'ont pas largué les amarres

Cette représentation est en quelque sorte un contre-fantôme qui s'oppose au fantôme néo-libéral du marché mondial. Elle ne résiste pas à l'examen minutieux des relations des firmes avec leurs États. Les groupes multinationaux veulent en effet le beurre et l'argent du beurre: d'un côté, ils poussent à une organisation du monde fondée sur le principe à peu près unique de liberté absolue du capital, et ils sont évidemment unifiés sur ce programme. Mais, d'un autre côté, ils continuent à s'appuyer sur leur État d'origine, et c'est ce dernier point que l'on voudrait illustrer sous différents angles.

Le ministère de l'Économie vient de réaliser une étude précise à partir d'une base de données (privée!) détaillant les 83 000 filiales des 750 plus grands groupes mondiaux. Ce travail minutieux établit que « les multinationales sont en général les mieux implantées dans leur pays d'origine (...). Près de la moitié des effectifs des groupes implantés en Europe ne sont pas issus de groupes européens lorsque les effectifs domestiques sont exclus [mais] ce chiffre est réduit à 10 % seulement lorsque sont pris en compte les effectifs domestiques. Ce chiffre de 10 % est comparable pour l'Amérique du Nord, et inférieur à 3 % pour le Japon. Dans le cas de la France en particulier, on peut noter que 77 % des effectifs des groupes multinationaux présents dans notre pays appartiennent à des groupes français, 12 % à des groupes européens, et

11 % à des groupes d'autres nationalités¹². » Il existe donc une articulation privilégiée avec le marché intérieur national, qui continue – de manière très générale – à jouer le rôle de base arrière. On est éloigné de cette autre caractéristique que Mandel associait à la réalisation d'un hypothétique ultra-impérialisme: « L'ensemble des grands capitalistes aurait si uniformément réparti la propriété de capitaux, la production et la réalisation de la plus-value, et leurs nouveaux investissements dans les différents continents et pays, qu'ils seraient devenus complètement insensibles à la conjoncture particulière d'un pays quelconque ». Nous ne sommes pas dans une telle configuration.

La « nouvelle économie » n'est pas mondiale

Un second exemple des liens maintenus entre capitaux et États est celui de la « nouvelle économie » aux États-Unis. L'une des questions soulevées par ce phénomène est son extensibilité au reste du monde, et notamment à l'Europe. Si la thèse de l'ultra-impérialisme ou celle de l'« Empire » étaient justes, alors cette superbe économie en réseaux devrait conduire à une diffusion très rapide des nouvelles technologies. La vieille Europe devrait bientôt bénéficier à son tour des bienfaits de cette nouvelle économie. Or, pour l'instant, ce n'est absolument pas le cas puisque la productivité du travail et l'investissement restent bien en dessous des tendances dynamiques repérées aux États-Unis. Si l'on ajoute à cela le spectaculaire enlèvement de l'économie japonaise depuis dix ans, on découvre que l'arène impériale reste beaucoup plus compartimentée que ne le suggèrent certaines interprétations.

Il y a dix ans, on décrivait souvent la structuration de l'économie mondiale sous la forme d'une Triade relativement harmonieuse, où les États-Unis, l'Europe et le Japon coordonnaient de manière spécifique l'insertion de leurs zones d'influence respective. Ce schéma sous-estimait complètement les déséquilibres entre chacune des ces grandes puissances et le rétablissement concomitant des États-Unis comme super-puissance. Par bien des aspects, le phénomène de la nouvelle économie et sa localisation aux États-Unis ne peuvent s'expliquer qu'en raison de cette dissymétrie fondamentale. L'économie des États-Unis s'est en effet offert le double luxe d'une relance vigoureuse de l'investissement (probablement excessive par rapport aux conditions de valorisation) et d'une croissance très soutenue de la consommation, fondée sur une réduction continue du taux d'épargne des ménages. La contrepartie est évidemment un déficit extérieur considérable, comblé par les capitaux venant du reste du monde. Il s'agit là d'un privilège de puissance dominante que l'on peut tout simplement comprendre si on observe la réalité à travers le prisme du concept d'« Empire ».

Cette domination réaffirmée des États-Unis n'est pas sans provoquer des tensions, et cette gestion conflictuelle de l'économie mondiale n'est pas prête de se pacifier. On pourrait prendre des exemples récents, comme le bras de fer entre Boeing et Airbus, l'échec de Seattle en raison des divergences entre Europe et États-Unis, ou encore le refus de Bush d'entériner les accords de Kyoto. Mais c'est sans doute sur le terrain monétaire que ces contradictions apparaissent de la manière la plus claire.

Il est tout à fait possible de soutenir la thèse selon laquelle la forte croissance des États-Unis a eu pour contrepartie directe l'enlisement japonais. Aux accords de Plaza de 1985, les États-Unis ont imposé au Japon une réévaluation de leur monnaie qui a cassé définitivement la croissance de leurs exportations. Aujourd'hui, pour relancer l'économie japonaise par une baisse supplémentaire des taux d'intérêt réels, il faudrait, nous dit Patrick Artus¹³, « une forte dépréciation du yen : jusqu'à 140-150 yens par dollar ». Mais les États-Unis s'y opposent. L'expert souligne que la réaction très rapide du Trésor américain (et de la Chine) dès que le yen a dépassé 125 par dollar a conduit à arrêter la dépréciation à ce niveau. Il est vrai que le recul du yen tombait mal, avec les difficultés de l'industrie américaine, de l'automobile en particulier ; le souci de l'administration Bush de ne pas aggraver la récession par une surévaluation supplémentaire du dollar. Il faut toutefois comprendre que cette réaction est de nature protectionniste, et condamne le Japon à la stagnation ». Comment mieux illustrer la surdétermination du marché mondial par les intérêts de la super-puissance ?

En définitive, notre thèse consiste à dire que la mondialisation capitaliste réellement existante combine de manière contradictoire les trois modèles purs évoqués par Mandel. Elle crée une véritable tendance à un ultra-impérialisme défini par la mise en place d'un marché mondial doté de tous ses attributs. Mais les tensions et les déséquilibres inhérents à un tel processus conduisent à réaffirmer le rôle de la puissance dominante comme élément de cohérence de l'ensemble, conformément à ce que Mandel appelait supra-impérialisme. Enfin, ce double mécanisme écartèle effectivement les États-nations entre des fonctions contradictoires et ravive par là même les contradictions inter-impérialistes. Peut-être dira-t-on que cette présentation n'est qu'une pirouette commode ? En tout cas, il est primordial de considérer le processus de mondialisation comme un processus essentiellement contradictoire.

On a raison de lutter, mais où est l'adversaire ?

La vérité est dans l'adjectif. Nous ne luttons pas contre la mondialisation, mais contre la mondialisation capitaliste, parce qu'elle représente la forme suprême de la raison marchande, qui est en l'occurrence une déraison.

Laissons de côté le traitement marchand, et donc à côté de la plaque, de toute une série de questions, qui vont de l'effet de serre (instauration d'un marché de la pollution !) aux médicaments contre le sida (crispation sur la logique du prix mondial unique), pour n'en rester qu'à la question de l'ordre économique mondial. Celui que le capitalisme est en train de mettre en place est notre cible, parce qu'il institue une irrationalité fondamentale. Le postulat sur lequel repose l'argumentation en faveur de cette forme de mondialisation est tout simplement contraire à la réalité : la mise en concurrence directe de zones à niveaux de productivité différents ne conduit pas à la convergence mais à l'éviction. Voilà pourquoi l'ouverture maximale au commerce et la liberté d'action absolue garantie aux capitaux ne fondent pas un modèle de développement. Toute l'expérience récente le démontre, et c'est la grande leçon de choses des crises qui sont venues frapper les bons élèves de la croissance.

Voilà un autre point de divergence avec l'analyse de Hardt et Negri qui fait de la « multitude » l'agent de la résistance et du changement face à l'« Empire ». Cette représentation indifférenciée d'un nouveau prolétariat mondialisé fait trop vite l'impasse sur ces niveaux de différenciation et sur ces phénomènes de dépendance accrus. Si l'on revient sur l'histoire des théories de la dépendance, on peut même souligner un nouveau paradoxe qui prend la forme d'un chassé-croisé. Les théories de la dépendance, qui pronostiquaient l'impossibilité d'un développement au Sud, ont prospéré au moment même où le modèle dit de substitution d'importations enregistrait de réels succès. Pour ne prendre qu'un exemple, celui du Mexique, le PIB par tête a augmenté de 3 % par an entre 1960 et 1976, mais seulement de 1,2 % entre 1976 et 2001. Quant au salaire par tête, qui avait progressé de 5 % par an entre 1960 et 1976, il a baissé chaque année de 1,6 % au cours de ce dernier quart de siècle. Il ne s'agit certainement pas d'idéaliser ce modèle, qui avait ses propres limites, mais de relativiser l'argument selon lequel il aurait conduit à une croissance médiocre, alors que c'est l'inverse. C'est donc plutôt aujourd'hui que les théories de la dépendance acquièrent une validité nouvelle, notamment dans leur version dualiste.

Lutter contre la mondialisation capitaliste par une nouvelle réglementation des échanges et des mouvements de capitaux n'est en rien assimilable à une défense de l'État-nation. De manière plus générale, il faut sortir de cette fausse alternative, peu dialectique, qui consisterait à dire : ne pas s'affronter directement au gouvernement mondial, c'est forcément se replier dans l'évocation nostalgique, impuissante ou réactionnaire, de l'État-nation. C'est bien dans ce dilemme que Negri voudrait nous enfermer : « Se battre contre l'Empire au nom de l'État-nation révèle donc une totale incompréhension de la réalité du commandement supranational, de sa figure impériale et de sa nature de classe : c'est une mystification ».

Cette posture peut sembler très radicale, mais elle n'est même pas opérationnelle. La première raison est que, comme on vient de le rappeler, subsistent et même s'approfondissent des effets de domination. L'économie mondiale n'a sans doute jamais été aussi hiérarchisée qu'aujourd'hui, et cette hiérarchie est soigneusement entretenue par les groupes multinationaux. Ils prennent bien garde à ce que leurs filiales ne puissent un jour « remonter les filières » et se transformer en concurrents, sur le modèle coréen. Les transferts technologiques sont dorénavant soigneusement calibrés, et tronqués. La déréglementation générale s'accompagne d'efforts constants pour sur-réglementer la propriété intellectuelle. Voilà encore une contre-tendance à la constitution d'un véritable marché mondial, qui montre que les oligopoles mondiaux ne sont pas parfaitement cosmopolites. Tout cela implique, pour prendre en compte cette dissymétrie maintenue, de distinguer le protectionnisme des dominés, qui est un droit à défendre absolument, et celui des dominants, qui est un privilège à critiquer constamment. Dans les pays du Sud, il n'y a pas de projet national de développement qui ne passe par l'établissement d'un contrôle sur les mouvements de capitaux. Les plus petits pays ne pourront dégager des marges de manœuvre qu'en opposant à la mondialisation globale, une régionalisation visant à maîtriser leur insertion dans le marché mondial. Les États-Unis ne s'y trompent d'ailleurs pas, puisqu'ils opposent clairement leur projet de zone de libre échange continentale à celui de Mercosur, par ailleurs bien timide. Ce contrôle sur le capital est après tout l'enjeu central de toutes les luttes menées contre ces traités, ces sommets et ces accords plus ou moins clandestins qui définissent la mondialisation capitaliste. Tous ces instruments sont en effet tournés vers la défense et l'affirmation des droits du capital à échapper à tout contrôle. L'argument de Tanzi montre bien les enjeux de l'autonomie fiscale et fait comprendre que l'État doit être défendu, non pas en tant qu'incarnation de la nation contre le cosmopolitisme du capital, mais comme le seul instrument permettant un quelconque contrôle du capital. Quant au gouvernement mondial, on peut au moins s'accorder à dire qu'il ne dispose au mieux que de fragments de cet État mondial utopique qui pourrait reprendre en charge de telles fonctions régulatrices.

Une seconde raison, moins souvent invoquée, repose sur une distinction entre les capitaux et les bourgeoisies. Certes, les capitaux se déplacent comme bon leur semble. Et, partout dans le monde, les classes dominantes sont des partenaires associés à la mondialisation, dont ils profitent au premier chef. Les notions de « bourgeoisies nationales » et de « nations prolétaires » ont été vidées de leur substance par la mondialisation capitaliste. Les bourgeoisies locales sont les agents et les bénéficiaires de la soumission de la périphérie aux exigences du capital mondialisé. Mais si les capitaux circulent, les

bourgeoisies restent au pays et leurs intérêts concrets de groupes sociaux s'affirment sous forme de lois et de normes édictées au niveau national. Un peu comme le « facteur travail », la mobilité des bourgeois concrets est relativement faible. Malgré le drainage des cerveaux, l'expatriation reste un bluff. Une part essentielle de la lutte des classes, dont dépend la distribution des privilèges sociaux, se déroule encore dans le cadre de l'État national chargé de garantir ces privilèges. Sinon on ne comprend pas la réticence absolue des gouvernements européens et de leurs mandants à faire passer au niveau européen les fonctions étatiques correspondantes.

Assigner à la multitude une lutte dirigée directement contre un gouvernement mondial dont personne ne sait dire où il siège exactement, risque de déboucher sur un sentiment de découragement qu'il arrive de rencontrer dans les mouvements sociaux. L'immensité de la tâche, la distance qui sépare de l'adversaire, et sa puissance évidente, peuvent très bien déboucher sur un mélange de discours ultra-radical et d'actions auto-limitées par leur ciblage de proximité. Un certain discours sur la mondialisation revient alors à escamoter et à dédouaner parfaitement le niveau national.

La sortie de ce dilemme passe par ce que l'on pourrait appeler une stratégie d'extension : il s'agit de donner aux mobilisations, locales ou nationales, une dimension internationale qui comporte elle-même deux volets. Le premier pourrait être qualifié de revendicatif : il faut se tourner vers son État ou son gouvernement pour lui demander de mettre en avant, dans les instances internationales, des positions qui soient en phase avec les aspirations sociales. Il faut ainsi priver les gouvernants du prétexte de leur supposée impuissance face à la mondialisation. Voilà pourquoi il est tellement important d'expliquer que les institutions internationales ont rarement dépassé le stade d'un syndicat de gouvernements nationaux, et particulièrement dans le cas de l'Union européenne. Mais cette adresse au gouvernement doit se doubler de la recherche de formes d'organisations transversales bousculant les archaïsmes des bureaucraties syndicales. Cette stratégie n'est pas un rêve, puisqu'on la voit s'élaborer sous nos yeux, de Vilvorde à Danone.

La mondialisation capitaliste est en train de fabriquer la base matérielle d'un internationalisme objectif des travailleurs. Ses excès ultra-libéraux engendrent des mouvements de rejet qui, de plus en plus, offrent des lieux d'expérimentation pour un anticapitalisme concret. Ces deux tendances conduisent à une convergence accélérée des luttes « anti-mondialisation » et des luttes sociales. Dans ces conditions, le risque du souverainisme est redoutable, mais circonscrit. D'ailleurs la meilleure garantie contre une telle menace, et au fond la seule, c'est la montée en puissance d'un internationalisme ouvertement et consciemment anticapitaliste.

- 1 Karl Marx, *Le Capital*, Éditions Sociales, Livre III, tome VI, p. 341.
- 2 Nicolas Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Paris, Anthropos, 1967.
- 3 Paul Hirst & Grahame Thompson, *Globalization in Question*, Polity Press, Cambridge, Royaume-Uni, 1996.
- 4 Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Éditions La Découverte, 1994.
- 5 *Bulletin du FMI*, 19 mai 1996, cité par René Passet, *Éloge du mondialisme par un « anti » présumé*, Fayard, 2001.
- 6 Vito Tanzi, « Globalization and the Future of Social Protection », *IMF Working Paper* n° 00/12, janvier 2000.
- 7 La Banque mondiale dispose d'un service spécialement baptisé *Shrinking smartly*.
- 8 E. Mandel, *Le Troisième Âge du capitalisme*, Les Éditions de la Passion, 1997, chapitre X.
- 9 Odile Castel, « La naissance de l'ultra-impérialisme. Une interprétation du processus de mondialisation » dans Gérard Duménil et Dominique Lévy (sous la direction de), *Le Triangle infernal. Crise, mondialisation, financiarisation*, Actuel Marx Confrontation, PUF, 1999.
- 10 Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Exils, 2000.
- 11 Toni Negri, « L'« Empire », stade suprême de l'impérialisme », *Le Monde diplomatique*, janvier 2001.
- 12 Édouard Bourcieu et François Benaroya, « Les grands groupes français face à la mondialisation », *Les Notes bleues de Bercy* n° 196 et n° 197, décembre 2000.
- 13 Patrick Artus, « 125 par dollar : la limite de dépréciation du yen que les Américains sont prêts à accepter », *Flash* n° 2001-75, CDC Ixis, 10 mai 2001.

Métamorphoses impériales

Stavros Tombazos

Chercheur à l'Institut européen de Chypre,
Auteur notamment de *Les Temps du Capital* (Paris, Cahiers des Saisons, 1996)

La mondialisation libérale et l'impérialisme tardif

La mondialisation du capital et l'internationalisation accrue des économies nationales

ne constituent pas une forme d'évolution naturelle de la société moderne et elles ne sont pas liées directement aux innovations technologiques récentes. Nulle téléologie et nul fatalisme historiques ne peuvent expliquer la « mondialisation ». Elle est le produit politique d'une gestion bien particulière de la crise économique structurelle (de sa gestion néo-libérale) qui impose une nouvelle répartition de la valeur entre classes sociales et entre régions du monde. Émerge ainsi un « impérialisme tardif » qui crée les conditions d'une phase de croissance économique plus ou moins longue et géographiquement limitée, tout en aiguissant la crise multidimensionnelle de la totalité systémique du capitalisme mondial.

La répartition néo-libérale de la valeur

La quatrième crise structurelle¹ de l'histoire capitaliste permet de saisir l'enjeu des années 70. Il s'agissait pour les classes dominantes des pays capitalistes avancés de rétablir leur taux de profit en élevant le taux d'exploitation de la classe ouvrière, ainsi que la part de la valeur produite dans les pays en voie de développement transférée dans les pays du Centre par le biais de l'échange inégal et autres mécanismes. En d'autres termes, il s'agissait de contester le compromis social mis en place dans des années de l'après-guerre – l'État keynésien et ses mécanismes régulateurs – et de réaffirmer la domination impérialiste en lui donnant un contenu nouveau. La « mondialisation » néo-libérale constitue la méthode et l'idéologie de cette contre-offensive du capital.

Lors du sommet de Tokyo de 1979, le G-5 décidait une réorientation radicale des politiques économiques, mettant en branle ce qu'il est convenu d'appeler « mondialisation ». L'inflation fut considérée comme la cause principale, sinon unique, de la diminution du taux d'accumulation du capital et de la croissance du PIB. Le contrôle de l'inflation devenait la première priorité de la politique économique alors que le plein emploi était censé au contraire résulter de manière